



**Non, rien de rien, non, vous ne saurez rien...
...ou presque...
...et finalement un peu quand même !**

Jeudi 14 février, dans le cadre de la journée nationale « DGFIP morte », 60 agents du département se sont réunis à la direction pour, une nouvelle fois, interpellier le Directeur sur le devenir de nos missions et de nos services. Les DDFIP de Vendée et du Cher ont choisi la transparence... Pas le nôtre !

« Je ne sais pas »... « Je réfléchis »... « Je n'en sais pas plus que vous et que ce qu'il y a dans la note du 13 décembre »... A force d'être relancé, il confesse : « Je n'ai pas l'autorisation de communiquer ». Voilà ! Loyauté pour le DG et mépris pour les agents. Qu'à cela ne tienne ! Nous lui avons demandé de téléphoner à la DG pour obtenir cette autorisation et nous sommes partis attendre dans son bureau et la salle de réunion attenante.

Face à notre réaction, et sous le feu des questions de collègues persévérants, il commence néanmoins à livrer certains éléments. Puis, il accepte de téléphoner, longuement, et nous réunit enfin pour reprendre la discussion.

« Pour l'instant et à moins que la loi change, il n'y aura pas d'agence comptable dans le Tarn »

Deux projets étaient sur la table : le CHIC (Centre Hospitalier Intercommunal Castres-Mazamet) et le Département. Le 1^{er} dossier n'est pas géré localement, mais il ne semble pas aboutir. Pour le second, la réponse a été non.

« Il n'y aura pas une trésorerie par EPCI »

« Les trésoreries de moins de 5 agents¹ devront fusionner »

Plutôt que de parler de « back-office » ou de « pôles SPL », notre Directeur préfère parler de grosses trésoreries, qui se formeront par fusion. Il le reconnaît lui-même, c'est une question de sémantique... mais à terme, il s'agit bien de fermer un maximum de postes, et de concentrer les tâches industrialisables dans un nombre limité de structures.

« Il faut rester dans les territoires, voire y revenir »

Cela se fera par la présence d'agents de la DGFIP, dans les Maisons de Services Au Public notamment. Tous les jours ? Un seul agent par structure ou plusieurs ? En cours de réflexion... Néanmoins, il évoque des agents « très bons généralistes » pour ces emplois, plutôt que des « spécialistes ». Pourquoi ne pas garder nos trésoreries alors ? Pas les moyens.

« Je n'ai pas de chiffres concernant les suppressions d'emplois »

Si, du point de vue des missions, rien ne change, et qu'en plus il nous faut être plus présents dans les campagnes, comment faire alors que le Tarn va perdre une centaine d'emplois dans les 3 ans à venir ? « Nous y réfléchissons »... Certes, mais jusqu'à quand ??? Selon la note du 13 décembre,

1 Trésoreries de 5 agents ou moins dans le Tarn : Réalmont, Rabastens, St-Sulpice, St-Paul-Cap-de-Joux, Roquecourbe, Lacaune.

le Directeur aurait dû faire remonter sa « carte idéale » pour le 15 février... Par ailleurs, nous savons que la DGFIP doit signer dès fin mars / début avril un contrat d'objectifs et de moyens avec la Direction du Budget : à partir de là, notre administration sera engagée pour 3 ans quant à ses ressources budgétaires, et donc en terme d'emplois ! Comme toujours, ce qui nous attend, c'est « la politique du fait accompli » : nous aurons droit aux informations et à la parole quand il ne sera plus temps que de pleurer. En cela, au moins, l'équipe de direction est honnête : « en 2022, notre administration ne ressemblera plus du tout à ce qu'elle est aujourd'hui ».

« Tous les services de la Direction déménageront à la cité administrative »

Le 17 janvier, le ministre de l'Intérieur annonçait aux préfets une expérimentation de secrétariats généraux placés sous leur autorité, regroupant les missions supports (RH, immobilier et logistique) des administrations d'État dans les départements, y compris pour la DGFIP. Deux départements sont concernés, dont la Guyane. La DDFiP du Tarn n'est pas candidate pour cette expérimentation. Ouf ! Mais jusqu'à quand...

« Le Pôle de Recouvrement Spécialisé est maintenu et même renforcé »

Le projet d'agence unique du recouvrement (DGFIP – Douanes – URSSAF) n'est pas pour tout de suite... Cependant, le Directeur nous annonce son intention de regrouper au sein du PRS les missions de recouvrement forcé des SIP, des SIE, et, à terme, des trésoreries. Comment ne pas y voir un préalable à cette agence unique ? En retirant cette mission, et les emplois qui vont avec, cela signifie aussi la mort de certains services : les SIP de Gaillac et Mazamet n'y survivront pas ! Et si des trésoreries mixtes existent encore dans le département, certaines passeront sous le seuil critique des 5 agents, ce qui entraînera une nouvelle vague de fermetures/fusions.

Enfin, lassés de s'entendre dire « je ne sais pas » et « j'y réfléchis », nous avons quitté la direction vers 13h30, après 3h d'échanges.

Nous n'en savons pas beaucoup plus, mais les éléments communiqués vont tous dans le même sens : les scénarii annoncés pour la Vendée et le Cher peuvent être appliqués tels quels à notre département. Notre Directeur reprend d'ailleurs la terminologie employée par le DDFiP du Cher en parlant de « bassins de vie ». Cette notion est censée guider la conception de sa « carte idéale » au niveau des implantations purement DGFIP, avec l'idée d'un seul site par bassin. Dans le Tarn, ce sont deux zones : Albi/Gaillac et Castres/Mazamet. Ainsi, petit à petit, sans qu'il ne confirme ou infirme, la carte apparaît et l'ampleur du désastre avec elle. A terme, il ne demeurera que deux sites DGFIP (en dehors de la direction).

Y aura-t-il 1 ou 2 SIP ? 1 ou 2 SIE ? Combien de « grosses trésoreries » correspondant en fait aux « pôles SPL » annoncés ? Le contrôle fiscal sera-t-il regroupé ? Que deviendront nos collègues géomètres si la tenue du plan est effectivement confiée à l'IGN ? Beaucoup de questions restent sans réponses. Nous devons donc continuer à mobiliser et à agir pour faire monter le rapport de force.

Dans les prochaines semaines, nous irons à la rencontre des collègues des trésoreries et des usagers. Le mois de mars sera crucial ! L'intersyndicale Finances Publiques, qui s'est réunie ce même jour, annonce l'état d'urgence pour sauver notre service public. De nombreuses actions vont être mises en œuvre et plusieurs journées de grèves sont prévues.

Soyons au rendez-vous pour sauver nos missions et nos emplois !